



Communauté de Communes du
HAUT VALLESPIR

PROCES-VERBAL

Conseil Communautaire du 22 mai 2025 à 18h30

À la salle des fêtes de Coustouges

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai, à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de la Commune de Coustouges, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 16 mai 2025.

Etaient présents (25) :

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MMES Marie COSTA, Michelle DUNYACH, MM Richard COLL (*n'a pas pris part au vote de la délibérations n°74/75/7677-2025*), Frédéric DEPERROIS, Jean-Victor HERETE, Alain LLAURENSY.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MM Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI, André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Michel ANRIGO.
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX.
- Conseiller de Lamanère : -
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : MME Martine PADROSA, suppléante
- Conseiller de Montferrer : M. Jean-Marie GOURGUES.
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : MME Jeanne MAISON, M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN et MM Yves BENASSIS, Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : M. Guy METIVIER.
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA.
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN.

Absents excusés (5) MMES Catherine BARNEDES, Simone BERIO, Gisèle JUANOLE, Jocelyne RIBUIGENT, Magali YOVANOVITH.

Pouvoirs (5) : MMES Martine BONASTRE (procuration à Daniel BAUX), Anne-Marie GRAVE (procuration à Jérôme MOLAS), Danielle HERBAIN (procuration à Marie COSTA), MM Bernard REMEDI (procuration à Jeanne MAISON), Alexandre REYNAL (procuration à Louis CASEILLES).

Soit 25 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

Monsieur David PLANAS est élu secrétaire de séance.

Le Procès-Verbal de la séance du 09 avril 2025 n'appelant aucune observation, est approuvé à l'unanimité par le Conseil Communautaire.

ORDRE DU JOUR

1. ADMINISTRATION GENERALE :

- 1.1 Installation d'une nouvelle Conseillère Communautaire pour la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda
- 1.2 Délégations consenties au Président : compte rendu des Décisions Administratives
- 1.3 Modification des statuts – Transfert de la compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) à la Communauté de Communes du Haut Vallespir
- 1.4 Modification de l'intérêt communautaire

2. FINANCES :

Attribution d'une subvention à l'association Mobil'Tech Santé pour l'acquisition du Médicobus

3. OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL :

- 3.1 Approbation des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal
- 3.2 Approbation d'une convention de partenariat et de coopération touristique
- 3.3 Convention relative à la répartition financière entre le Syndicat Mixte Canigó Grand Site, l'Office de Tourisme Conflent Canigó, l'Office de Tourisme Roussillon Conflent et la Communauté de Communes du Haut Vallespir pour la maintenance du portail Web du Grand Site Occitanie pour 2025
- 3.4 Rapport d'activités 2024 de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir País Català

4. RESSOURCES HUMAINES :

- 4.1 Mise à disposition d'un agent de la Communauté de Communes du Haut Vallespir auprès du Syndicat Intercommunal Scolaire de Céret
- 4.2 Versement de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires à un agent
- 4.3 Remboursement de frais exposés par un agent
- 4.4 Convention d'adhésion au service « protection des données » mutualisé
- 4.5 Service National Unique – Embauche et rémunération de vacataires issus des trois versants de la Fonction Publique
- 4.6 Service National Unique – Remboursement de frais de déplacement exposés par les personnes bénévoles

5. SERVICE JEUNESSE :

- 5.1 Propositions tarifaires pour les séjours de la saison estivale 2025
- 5.2 Modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs maternel et élémentaire sur le temps périscolaire
- 5.3 Modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs maternel et élémentaire sur le temps extrascolaire
- 5.4 Modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs adolescent

6. ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE :

Fixation des tarifs pour la location d'instruments aux élèves

7. DEVELOPPEMENT DURABLE :

- 7.1 Attribution de subventions aux particuliers pour l'acquisition de Vélos à Assistance Electrique
- 7.2 Attribution de subventions aux particuliers pour l'acquisition de récupérateurs d'eau pluviale
- 7.3 Attribution de subventions aux particuliers dans le cadre du PIG Renforcé
- 7.4 Convention de partenariat entre l'Etat, l'ANAH, le Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales et les Communautés de Communes du Vallespir, des Aspres et du Haut Vallespir dans le cadre du PIG « Mieux se loger 66 » - Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat

8. COLLECTE-GESTION DES DECHETS :

- 8.1 Dispositif de remise de composteur partagé dans le cadre du Service Public de gestion des déchets
- 8.2 Convention de partenariat avec la SASU VERREO pour la mise en place d'une filière de collecte des bouchons de vins au sein des déchetteries de la Communauté de Communes du Haut Vallespir

9. EAU ET ASSAINISSEMENT :

- 9.1 Tarification de prestation complémentaire : Contrôle de raccordement
- 9.2 Equivalents Temps Plein pour l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement

10.DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

Projet de délibération proposé par l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) : Consolidons l'Europe par ses Territoires – Préservons pour nos collectivités territoriales la politique européenne de cohésion

11.PARTENAIRES EXTERIEURS :

Rapport d'Activité 2024 : SPANC66 et UDSIS

12.QUESTIONS DIVERSES

1/ ADMINISTRATION GENERALE :

1.1 Installation d'une nouvelle Conseillère Communautaire pour la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda (Délibération n°59-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Le Président informe l'assemblée de la démission de Madame Christine SITJA de son mandat de Conseillère Municipale de la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda en date du 28 avril 2025, entraînant de facto, la fin de son mandat de Conseillère Communautaire, en application de l'article L.273-5 du Code Electoral.

Conformément aux dispositions de l'article L.273-10 du Code Electoral, Madame Martine BONASTRE est désignée pour siéger au Conseil Communautaire en qualité de représentante de la ville d'Amélie-les-Bains-Palalda.

Il convient donc de procéder à l'installation de cette dernière.

Monsieur Daniel BAUX n'a pas pris part au vote quand il s'est agi de voter au nom de Madame Martine BONASTRE.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 28 dont 4 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstention : 1

- **PREND ACTE** de la nomination de Madame Martine BONASTRE en qualité de nouvelle représentante de la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda au sein du Conseil Communautaire, conformément aux dispositions prévues à l'article L273-10 du Code Electoral ;
- **INSTALLE** cette dernière au sein de l'assemblée du Conseil Communautaire ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous les actes y afférents et à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la délibération.

1.2 Délégations consenties au Président : compte rendu des décisions administratives :

N° DA	DATE	OBJET
13-2025	01/04/25	Marché de travaux pour la rénovation énergétique et l'aménagement du siège administratif de la Communauté de Communes du Haut Vallespir : Attribution des Lots n°1,2,3,4,5,7,8,9 et 10
14-2025	03/04/25	Marché de travaux d'aménagement de Bureaux pour l'accueil d'une Brigade Mobile de Gendarmerie - Avenant n°1 au lot n°1 Démolition-Gros œuvre
15-2025	17/04/25	Ouverture d'une ligne de trésorerie pour le budget eau d'un montant de 200 000,00 euros sur une durée de 12 mois, auprès de l'établissement bancaire Caisse d'Epargne
16-2025	23/04/25	Mise à disposition de VTT auprès de l'école primaire d'Arles sur Tech
17-2025	25/04/25	Demande de subvention auprès de la CAF des Pyrénées-Orientales pour la mise en place d'un projet passerelle autour de la robotique entre adolescents et élémentaires fréquentant le service jeunesse intercommunal

1.3 Modification des statuts – Transfert de la compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) à la Communauté de Communes du Haut Vallespir (Délibération n° 60-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L2224-37, L5211-17 à L5211-17-2 et L5211-20 ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

CONSIDERANT que le territoire, résolument engagé dans la transition écologique, entend contribuer fortement à la diminution de l'impact environnemental des véhicules à combustibles fossiles et promouvoir l'usage des modes de déplacement respectueux de l'environnement ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, l'un des leviers importants pour lutter contre le changement climatique et la pollution de l'air est le développement de l'usage des véhicules électriques. Ce dernier ne saurait prospérer sans l'installation d'un réseau significatif de bornes de recharge. Afin d'assurer la cohérence du maillage territorial des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides (IRVE), de tenir compte des caractéristiques du réseau électrique et de mutualiser les coûts, il est proposé aux Communes membres le transfert de leur compétence IRVE à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5211-17 du CGCT susvisé, « les Communes membres d'un EPCI peuvent à tout moment transférer en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la Loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice » ;

CONSIDERANT que l'article L2224-37 du CGCT susmentionné, permet et « sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire, les Communes peuvent créer et entretenir des Infrastructures de charge nécessaires à l'usage des Véhicules Electriques ou hybrides rechargeables. » que « les Communes peuvent également transférer cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale exerçant les compétences en matière

d'aménagement, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité visées à l'article L.2224-31, aux autorités organisatrices de la mobilité mentionnées au titre III du livre II de la première partie du code des transports et, en Ile-de-France, à Ile-de-France Mobilités » ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Haut Vallespir dispose des compétences listées à l'article L2224-37 du CGCT, pour se voir transférer la compétence IRVE par ses Communes membres sur le fondement de l'article L5211-17 du CGCT, au titre de ses compétences supplémentaires (facultatives) non subordonnées à la définition de l'Intérêt Communautaire (IC) ;

CONSIDERANT qu'après consultation des Communes membres, les Communes d'Amélie-les-Bains-Palalda (28 octobre 2024), Montbolo (09 décembre 2024) et Arles sur Tech (10 décembre 2024) ne souhaitent pas transférer ladite compétence à la Communauté de Communes du Haut Vallespir. Etant rappelé que l'article L5211-17-2 du CGCT, permet un exercice différencié des compétences transférées à l'EPCI ;

CONSIDERANT, et sur le fondement de l'article L5211-17 du CGCT, que « *le Conseil Municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la Commune de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable* » ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** d'approuver l'adjonction de la compétence Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides (IRVE) dans les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;
- **DECIDE** de circonscrire l'exercice de la compétence considérée aux Communes de La Bastide, Saint Marsal, Taulis, Corsavy, Montferrer, Le Tech, Prats-de-Mollo-La Preste, Lamanère, Serralongue, Saint Laurent de Cerdans, Coustouges ;
- **DECIDE** d'adopter les nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir tels qu'annexés à la présente délibération ;
- **DIT** que les Communes membres seront consultées sur les nouveaux statuts de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dans les conditions prévues à l'article L5211-17 du CGCT ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

1.4 Modification de l'intérêt communautaire (Délibération n° 61-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L2224-37, L5211-17 et L5214-16-IV ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°180/2024 du 12 décembre 2024 relative à la modification de l'intérêt communautaire ;

CONSIDERANT qu'à l'exception des Communes de La Bastide, Taulis, Saint Marsal, Montbolo et une fraction de celle d'Amélie-les-Bains-Palalda, le territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir n'est pas couvert par un Plan d'Aménagement des Forêts contre les Incendies (PAFI) ;

CONSIDERANT que celui – ci définit de manière cohérente les interventions à réaliser en vue de protéger un massif contre les incendies et de mettre en valeur ses ressources. C'est un document d'aménagement du territoire et de planification. Il comporte des descriptions d'ouvrages, des cartes d'implantation, des estimations de coûts... Un PAFI comporte deux phases : Une étude qui, à partir d'un état des lieux, propose des actions et des aménagements. Et ensuite la mise en œuvre des propositions formulées dans l'étude, par la recherche de financements et leur programmation et par leur réalisation concrète sur le terrain ;

CONSIDERANT qu'à l'exception des Communes de La Bastide, Taulis, Saint Marsal, Montbolo et une fraction de celle d'Amélie-les-Bains-Palalda, le territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir n'est pas couvert par un PAFI ;

CONSIDERANT qu'il est envisagé, et à la demande des services de l'Etat, que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) se dote d'un tel outil, compte tenu de l'importance de l'aléa pour l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir. Pour ce faire, il convient d'intégrer cet aspect dans le Recueil de l'Intérêt Communautaire au titre de la compétence *« protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie »*. Etant précisé que seule l'élaboration du document de planification relèverait de la compétence de l'EPCI. Il reviendrait aux Communes concernées, de mettre en œuvre et supporter les investissements qui en découleraient ;

CONSIDERANT que dans le cadre des actions diligentées au titre de *« l'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire »*, la Communauté de Communes du Haut Vallespir ambitionne de déployer sur les Communes membres des bornes de recharge pour Vélos à Assistance Electrique (VAE) ;

CONSIDERANT que la compétence concernerait la mise en place et l'organisation d'un service destiné à la création, l'entretien et l'exploitation de dispositifs de recharge pour Vélos à Assistance Electrique (VAE). Elle s'appliquerait aux infrastructures de charge ouvertes au public intégrées au réseau intercommunal dans le cadre du service organisé par l'EPCI. Les infrastructures pouvant être déployées sur le domaine public ou, selon les modalités prescrites à l'article L2121-1 du Code Général des Personnes Publiques, sur le domaine privé communal mis à disposition par la collectivité sans aucune restriction d'accès ;

CONSIDERANT que dans le cadre des opérations initiées au titre de *« la politique du logement et du cadre de vie »*, la Communauté de Communes du Haut Vallespir adhère au Programme d'Intérêt Général (PIG) *« Mieux se loger 66 »* ;

CONSIDERANT que le PIG *« Mieux se loger 66 »* est appelé à disparaître en début d'année 2026 et que la Communauté de Communes entend poursuivre son accompagnement en faveur des ménages *« très modestes »* et *« modestes »* aux fins de leur permettre de réhabiliter, rénover énergétiquement ou adapter leur logement ;

CONSIDERANT qu'il est envisagé de revoir la rédaction de cet item afin de s'assurer que le soutien de la Communauté de Communes du Haut Vallespir s'appliquera également aux dispositifs appelés à remplacer le PIG et notamment le Pacte Territorial ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Haut Vallespir souhaiterait accroître son implication dans le cadre de la santé de proximité. Ainsi, il est envisagé de permettre à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de mettre en œuvre, au sein des structures médicales et médico-sociales, des actions en faveur des publics fragiles ;

CONSIDERANT que les modifications introduites seront exécutées et réglées dans les mêmes conditions que celles figurant dans la délibération n°180/2024 précitée. Ainsi, toutes les prescriptions qui ne seraient pas contraires aux dispositions de ladite délibération demeureront applicables ;

Monsieur Daniel BAUX précisa que lorsque le PAFI aura été réalisé, il serait permis aux Communes membres de la Communauté de Communes du Haut Vallespir d'intégrer le Syndicat d'Intervention Prioritaire (SIP) secteur des Aspres, pour la réalisation des travaux préconisés dans le plan d'action.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** d'actualiser le recueil de l'intérêt communautaire au regard des modifications susvisées ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

2/ FINANCES :

Attribution d'une subvention à l'association MOBIL'TECH SANTE pour le projet Médicobus (Délibération n°62-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L2311-7, relatif au versement de subventions aux associations par des Etablissements de Coopération Intercommunale dans le cadre du vote du budget ;

VU les statuts et le Recueil de l'Intérêt Communautaire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU l'article L6323-1 du Code de la Santé Publique, qui autorise la création et la gestion d'unités de soins mobiles (Médicobus), afin d'améliorer l'accès aux soins pour les populations rurales et isolées ;

VU la loi n° 2000 – 321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses articles 9-1 et 10 ;

VU l'objectif d'accès aux soins inscrit dans le Contrat d'Objectif et de Moyens du Contrat Local de Santé (CLS) « Ma santé en Vallespir » signé entre la Communauté de Communes du Haut Vallespir et l'ARS Occitanie en décembre 2022 ;

VU le projet porté par l'association MOBIL'TECH SANTE, visant à déployer une unité de soins mobile sur le territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, en partenariat avec les acteurs locaux de santé, dans l'objectif d'améliorer l'accès aux soins pour les habitants des zones rurales et isolées ;

VU les statuts de l'association « MOBIL'TECH SANTE » ;

CONSIDERANT que le projet Médicobus porté par l'association MOBIL'TECH SANTE, est en adéquation avec les besoins sanitaires spécifiques de la population des Communes du territoire du Haut Vallespir ;

CONSIDERANT que l'ARS Occitanie conditionne le financement du projet à la participation des trois collectivités parties prenantes, à savoir les Communautés de Communes du Vallespir, du Haut Vallespir et des Aspres ;

CONSIDERANT que la coordinatrice du Contrat Local de Santé accompagne le suivi du projet en tant que membre du comité de pilotage ;

CONSIDERANT que le montant de la participation de la Communauté de Communes du Haut Vallespir à allouer à ladite association pour le projet du Médicobus s'élève à 9 708,00 euros ;

Monsieur le Président a souhaité préciser à l'assemblée que la subvention à l'association Mobil Tech Santé sera versée en une seule fois, au lieu de trois versements prévus initialement. Pour rappel, il a également indiqué que le Médicobus est financé par la Communauté de Communes du Haut Vallespir, la Communauté de Communes du Vallespir et sept communes de la Communauté de Communes des Aspres.

Monsieur Yves BENASSIS souligna que le 19 mai 2025, l'association a reçu les futurs professionnels susceptibles d'intervenir dans le cadre du projet considéré.

Ainsi, et s'agissant du poste du médecin – généraliste, 4 candidatures fermes ont été déposées (2 à venir). Dans le même temps, 10 candidats se sont positionnés sur le poste de coordonnateur et 10-15 Infirmiers Diplômés d'Etat (IDE) chargés d'accompagner le médecin lors de ses maraudes.

Même si l'organisation des tournées doit être finalisée, il n'en demeure pas moins que l'idée retenue par les membres de l'association serait de conférer à celles – ci une cohérence géographique. Il sera ainsi privilégié de coupler les permanences entre villages limitrophes.

L'objectif étant de sélectionner tout début juin le coordonnateur et le personnel soignant. La livraison du véhicule est prévue pour le mois de septembre 2025 avec un démarrage de l'exploitation fixée au 1^{er} octobre 2025.

Une communication auprès des Communes sera organisée afin que ces dernières puissent être un relais d'information auprès de leurs administrés. Cette communication comprendra le planning des tournées du medicobus jusqu'au mois de mars 2026.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** d'attribuer pour l'exercice 2025, une subvention d'investissement de 9 708 euros à l'association « MOBIL' TECH SANTE » pour l'achat du Médicobus ;
- **DIT** que les crédits suffisants sont inscrits au Budget Primitif 2025, section d'Investissement compte 20421 « subvention d'équipement » ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile en lien avec la présente délibération.

3/ OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL :

3.1 Approbation des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal (Délibération n°63-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L5214-16 ;

VU le Code du Tourisme et notamment ses articles L133-2, L133-3, L134-1 et R134-123 ;

VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°156/2024 du 17 octobre 2024 relative à la création d'un Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal (OTI) avec autonomie financière ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°181/2024 du 12 décembre 2024 relative à la défusion de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir – País Català au 1^{er} janvier 2025 ;

CONSIDERANT que parmi les différents modes de gestion possibles s'offrant à la Communauté de Communes du Haut Vallespir, celle – ci s'est orientée vers le recours au mode de gestion en régie par le biais d'une régie dotée de la seule autonomie financière, dite « *régie autonome* » ;

CONSIDERANT que ce mode de gestion, permet un plus grand contrôle de la part du Conseil Communautaire sur les actions et les missions de l'OTI. Dans ce mode de gestion, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) continue de gérer directement le Service Public. Celle – ci ne dispose pas d'une personnalité distincte de celle de l'EPCI. En revanche, outre d'un budget propre, elle se doit de disposer de son propre organe de direction ;

CONSIDERANT que les Offices de Tourisme sous formes de régies dotées de la seule autonomie financière sont créés par le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI. Ils sont administrés, sous l'autorité de l'organe délibérant des personnes publiques qui les ont créées, par un Conseil d'exploitation et un directeur (article L2221-14 du CGCT) qui est nommé par le Président de l'EPCI ;

CONSIDERANT que les régies dotées de la seule autonomie financière sont administrées par un Conseil d'exploitation, sous l'autorité du Président de l'EPCI et du Conseil Communautaire. Ses fonctions sont strictement encadrées et définies par l'article R2221-64 du CGCT ;

CONSIDERANT que le Président de l'EPCI est le représentant légal et l'ordonnateur de l'EPCI. Il présente au Conseil Communautaire le budget de la régie et est chargé de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil Communautaire ;

CONSIDERANT que le budget de l'OTI en régie dotée de la seule autonomie financière est un budget distinct et annexé à celui de l'EPCI ; il est voté par le Conseil Communautaire (article L2221-1 du CGCT) ;

CONSIDERANT que lorsque la régie exploite un Service Public Administratif (SPA), ce qui est envisagé, le Conseil Communautaire fixe la tarification des prestations et produits fournis par la régie (article R2221-97 du CGCT) ;

La Commune de Serralongue ayant souhaité avoir un représentant au Conseil d'exploitation, le nombre de représentants du collège des élus est porté à 9 titulaires et donc autant de suppléants.

Par ailleurs, Monsieur Antoine CHRYSOSTOME a souhaité que dans le collège des socio-professionnels soit intégré la catégorie des producteurs – éleveurs. Dans ces conditions, ledit collège comprendra 5 membres titulaires (5 suppléants).

Au final, la composition du Conseil d'exploitation comprendra 14 membres, se répartissant pour les membres titulaires, comme suit :

1° Collège des Communes : 9 membres

Arles-sur-Tech (2), Prats-de-Mollo-La Preste (2), Saint-Laurent-de-Cerdans (2), Saint Marsal (1), Montbolo (1) et Serralongue (1)

2° Collège des socio - professionnels : 5 membres

Hôtellerie – restauration – campings – meublés (1), Etablissement Thermal de la Preste (1), animations touristiques (1), activités de Pleine Nature (1) et producteurs - éleveurs (1)

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** que la gestion et l'exploitation du Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal tel que prévu par la délibération du Conseil Communautaire n°156/2024 du 17 octobre 2024 s'effectuera par l'intermédiaire d'une régie dotée de la seule autonomie financière, dite « régie autonome » sous forme de Service Public Administratif (SPA) ;
- **APPROUVE** les statuts de ladite régie, tels qu'ils demeurent annexés à la présente délibération et tels qu'ils définissent l'étendue de ses compétences et de ses règles générales de fonctionnement ;
- **AUTORISE** le Président à nommer le directeur de la régie ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

3.2 Approbation d'une convention de partenariat et de coopération touristique (Délibération n°64-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L5214-16 ;

VU le Code du Tourisme et notamment l'article L133-3 ;

VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 pour tant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°156/2024 du 17 octobre 2024 relative à la création d'un Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal (OTI) avec autonomie financière ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°181/2024 du 12 décembre 2024 relative à la défusion de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir – País Català au 1^{er} janvier 2025 ;

CONSIDERANT que dans un souci de cohérence des actions à diligenter dans le cadre de la promotion du tourisme, la Communauté de Communes du Haut Vallespir, par l'intermédiaire de son Office de Tourisme Intercommunal, l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie – País Català et la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda souhaiteraient coopérer en raison de leurs compétences respectives et partagées en matière de tourisme et d'animation touristique ;

CONSIDERANT qu'il est envisagé l'établissement d'une convention de partenariat et de coopération touristique entre les parties destinée à définir les modalités de cette collaboration. La durée du conventionnement serait fixée à sept mois ;

CONSIDERANT qu'en cas d'avis favorable, la Communauté de Communes du Haut Vallespir s'engagerait à verser une participation couvrant le coût des missions d'intérêt général de 158 000 euros au titre de l'année 2025 à l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie – País Català aux fins de permettre à cette dernière le déploiement du plan d'actions conjointement arrêté entre les parties.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** d'accepter le principe d'un partenariat entre la Communauté de Communes du Haut Vallespir, l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie – País Català et la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda dans le cadre d'un partenariat et de coopération touristique ;
- **APPROUVE** les termes de la convention à intervenir entre la Communauté de Communes du Haut Vallespir, l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie – País Català et la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda ;
- **AUTORISE** le Président, dès lors que la convention susvisée aura été signée par l'ensemble des parties, à verser la participation couvrant le coût des missions d'intérêt général de 158 000 euros à l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie – País Català et la Commune d'Amélie-les-Bains-Palalda ;
- **DIT** que les crédits suffisants sont inscrits au chapitre 11 du Budget Primitif 2025 – Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal – Article 6288 « autres charges externes diverses » ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer ladite convention ainsi que tous actes ou certificats administratifs y afférents.

3.3 Convention relative à la répartition financière entre le Syndicat Mixte Canigó Grand Site, l'Office de Tourisme Conflent Canigó, l'Office de Tourisme Roussillon Conflent et la Communauté de Communes du Haut Vallespir pour la maintenance du Portail Web du Grand Site Occitanie pour 2025 (Délibération n°65-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Le Comité de Destination Canigó-País Català, en sa session du 06 novembre 2024, a acté la poursuite de la participation de la Destination à la maintenance du Portail Web du Grand Site Occitanie pour l'année 2025.

Le montant total de la prestation confiée à la société IRIS Interactive s'élève à 2 868,00 euros TTC et comprend :

- Hébergement serveur mutualisé et assistance, classique
- Abonnement Axeptio
- Abonnement Gtranslate
- Certificat SSL
- Maintenance corrective illimitée

Ainsi il est proposé la répartition financière suivante entre les quatre partenaires :

Hébergement Maintenance Portail Web GSO – 2025

Libellés	Dépenses	Participations			
Société Iris Interactive		Office de Tourisme Conflent Canigó	Office de Tourisme Roussillon Conflent	Office de Tourisme Intercommunal du Haut Vallespir	Syndicat Mixte Canigó Grand Site
Renouvellement 2025	2 868,00 €	717,00 €	717,00€	717,00€	717,00€

Les modalités sont définies dans une convention quadripartite entre l'Office de Tourisme Conflent-Canigó, l'Office de Tourisme Roussillon Conflent, l'Office de Tourisme Intercommunal du Haut Vallespir et le Syndicat mixte Canigó Grand Site qui est le coordonnateur du projet.

En marge de l'examen du dossier, Monsieur Louis CASEILLES demanda si les Communes de la Communauté de Communes du Haut Vallespir étaient concernées par la modification des limites du PNR des Pyrénées Catalanes.

Monsieur Daniel BAUX répondit par la négative. La modification de périmètre concerne l'intégration des Communes de Valmanya, Baillestavy et Glorianes. Le Syndicat Mixte Canigó Grand Site et le PNR Pyrénées Catalanes sont deux entités distinctes, l'intégration dans le périmètre du PNR n'a pas de conséquence sur l'adhésion au Syndicat Mixte Canigó Grand Site.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **VALIDE** la participation de la Communauté de Communes du Haut Vallespir s'élevant à 717, 00 euro pour la maintenance du Portail Web du Grand Site Occitanie pour l'année 2025 ;
- **APPROUVE** les termes de la convention à intervenir entre l'Office de Tourisme Conflent-Canigó, l'Office de Tourisme Roussillon Conflent, l'Office de Tourisme Intercommunal du Haut Vallespir et le Syndicat mixte Canigó Grand Site ;
- **DIT** que les crédits suffisants sont inscrits au Budget Primitif 2025 du Budget Principal en section de fonctionnement, chapitre 011, compte 6288 ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer ladite convention ainsi que tous actes ou certificats administratifs y afférents.

3.4 Rapport d'activités 2024 de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir-Païs Català (Délibération n°66-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU l'article R133-13 du Code du Tourisme ;

VU les Statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération n°114-2022 du 19 mai 2022 portant création de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir-Païs Català ;

VU la délibération n°01-2025 du 07 avril 2025 du Comité Directeur de ladite agence, approuvant le rapport d'activités de cette dernière, pour l'exercice 2024 ;

CONSIDERANT que ce rapport a été porté à la connaissance de l'ensemble des Conseillers Communautaires ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activités de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir-Païs Català, pour l'exercice 2024.

4/ RESSOURCES HUMAINES :

4.1 Mise à disposition d'un agent de la Communauté de Communes du Haut Vallespir auprès du Syndicat Intercommunal Scolaire de Céret (SIS) (Délibération n°67-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président indique qu'un agent du Syndicat Intercommunal Scolaire de Céret (SIS) va intégrer par voie de mutation les effectifs de la Communauté de Communes du Haut Vallespir à compter du 01 juin 2025 au sein du service « comptabilité ».

Toutefois, afin d'accompagner ce changement et de permettre une continuité du travail en cours sur le syndicat scolaire, il sera nécessaire de mettre à disposition cet agent auprès du SIS à partir de cette même date selon le calendrier suivant :

- Tous les lundis à compter du 1^{er} juin, soit un prévisionnel de 10 jours ;
- Une semaine complète en juillet pour le traitement des dossiers scolaires (4 jours à définir entre les parties en semaine 27, 28, ou 29) ;
- Une semaine complète en août au titre de la finalisation de la rentrée scolaire (4 jours en semaine 35).

Ces périodes de mise à disposition correspondent à 18 journées de travail qui feront l'objet d'une facturation au SIS.

Les modalités de ladite mise à disposition de l'agent, sont définies dans la convention à intervenir avec le Syndicat, annexée à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** la mise à disposition d'un agent du service comptabilité de la Communauté de Communes du Haut Vallespir auprès du Syndicat Intercommunal Scolaire de Céret, à compter du 01 juin 2025 et ce jusqu'au 31 août 2025 ;
- **APPROUVE** le projet de convention de mise à disposition à intervenir avec le Syndicat Intercommunal Scolaire de Céret ;
- **AUTORISE** le Président à signer toutes pièces afférentes à ce dossier et notamment la convention de mise à disposition à intervenir avec le Syndicat Intercommunal Scolaire de Céret.

4.2 Versement d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires à un agent (Délibération n°68-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président expose qu'un agent de catégorie B appartenant au cadre d'emploi des rédacteurs a réalisé des heures supplémentaires entre la période du 01 novembre 2021 au 05 août 2024, dont l'état détaillé est joint en annexe.

Cet agent a quitté la collectivité le 06 février 2025 dans le cadre d'une mutation. Or, avant son départ, l'agent n'a pas pu récupérer les heures supplémentaires effectuées.

Compte tenu des dispositions de l'article 2 du décret 91-875 du 06 septembre 1991 modifié, Monsieur le Président propose donc au Conseil Communautaire d'autoriser l'indemnisation de ces heures supplémentaires par le versement des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) selon les modalités prévues par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2022 modifié.

Le montant total estimé pour ces IHTS s'élève à 5641,01 euros bruts hors charges patronales, pour la période du 01 novembre 2021 au 05 août 2024.

Monsieur le Président a tenu à préciser qu'il s'agissait d'heures effectuées par l'agent dans le cadre de ses diverses missions au sein de la collectivité, entre la période 2021/2024 (prescription quadriennale). L'agent ayant été nommé sur un grade de catégorie A à compter du mois d'août 2024, les heures supplémentaires effectuées à partir de cette date ne sont pas prises en considération. En revanche, la collectivité a sollicité le fournisseur du logiciel de décompte du temps de travail, car les données entre janvier 2021 et octobre 2021 ne sont plus accessibles. La récupération de ces données permettra de verser une indemnisation complémentaire à l'agent.

Monsieur Guy METIVIER questionna Monsieur le Président afin de savoir pourquoi le paiement des Heures Supplémentaires n'est pas intervenu de manière progressive ?

Monsieur Claude FERRER répondit que l'agent n'en avait pas fait la demande, même s'il a pu en récupérer une partie au fil des années. Ce n'est qu'à la lumière de l'imminence de sa mutation au sein des effectifs du SDIS qu'il a été mis au jour le volume d'Heures Supplémentaires dont l'agent pouvait se prévaloir et de l'impossibilité, pour ce dernier, de pouvoir intégralement récupérer celles – ci avant son départ de la collectivité.

Il ajouta que le paiement des Heures Supplémentaires n'était pas la règle au sein de la collectivité.

Monsieur Richard COLL demanda si cette mesure ne sera pas susceptible de créer un précédent ?

Monsieur le Président répondit que le règlement établi à ce propos en 2021 prévoit que le paiement des Heures Supplémentaires s'effectue qu'à titre exceptionnel. A la lumière de ce dossier, le règlement va être prochainement amendé. De même, est à l'étude un plafonnement des Heures Supplémentaires dont pourrait se prévaloir annuellement chaque agent de la collectivité.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** des heures pour travaux supplémentaires effectuées par l'agent, sur la période du 01 novembre 2021 au 05 août 2024, et non récupérées pour raisons de service ;
- **AUTORISE** le versement des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) correspondantes à l'agent concerné, calculées selon les dispositions prévues par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2022 modifié ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

4.3 Remboursement de frais exposés par un agent (Délibération n°69-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président expose qu'un agent victime d'un accident de service a dû faire face à des dépenses imprévues.

En effet, le lundi 17 mars 2025, l'agent qui effectuait une mission d'entretien dans les locaux de l'école de Palalda s'est blessé à la tête en se cognant contre la crémonne d'une fenêtre ouverte.

Un certificat de prise en charge signé par l'autorité territoriale lui a été délivré afin de prendre en charge les frais occasionnés. Toutefois, certaines fournitures pharmaceutiques prescrites par le médecin n'ont pas fait l'objet d'une prise en charge par l'assurance maladie. L'agent a donc dû régler directement la part non prise en charge pour un montant de 14,80 euros.

Or, la circulaire NOR/MCT/B/06/00027/C du 13 mars 2006 relative à la protection sociale des fonctionnaires indique que le fonctionnaire territorial, victime d'un accident de service a droit au

remboursement par sa collectivité des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par l'accident.

L'annexe 2 à cette circulaire dresse en outre la liste des frais susceptibles d'être pris en charge par l'autorité territoriale notamment le point 3° « les frais de médicaments, d'analyses et examens de laboratoires et fournitures pharmaceutiques autres que les médicaments ».

Compte tenu des circonstances, Monsieur le Président propose donc au Conseil Communautaire d'autoriser le remboursement des frais à l'agent concerné.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** des frais exposés par l'agent, dans le cadre de son accident de service du 17 mars 2025, pour l'achat de fournitures pharmaceutiques d'un montant de 14,80 euros ;
- **AUTORISE** le remboursement desdits frais à l'agent concerné ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

4.4 Convention d'adhésion au service « Protection des données » mutualisé (Délibération n°70-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président rappelle que les personnes publiques doivent mettre en œuvre, depuis le 25 mai 2018, les dispositions du règlement européen relatif à la protection des personnes physiques, eu égard au traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de celles-ci. (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, par délibération n°64/2019 du 28 mai 2019, le Conseil Communautaire a autorisé la signature d'une convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales, afin d'adhérer au service mutualisé de protection des données et de désigner cet organisme comme délégué à la protection des données (RGPD).

La convention actuelle étant arrivée à son terme, Monsieur le Président propose donc de la renouveler sur la base du modèle annexé ci-joint. Compte tenu de la strate de population de la collectivité le tarif proposé par le Centre de Gestion est de 1800 euros par an pour les prestations suivantes (cf. annexe 2 du projet de convention) :

- ✓ Aide à la désignation d'un référent informatique et liberté ;
- ✓ Désignation du délégué à la protection des données ;
- ✓ Réunion de sensibilisation annuelle ;
- ✓ Newsletters régulières et veille juridique ;
- ✓ Accompagnement en cas de demande d'exercice des droits et de violation des données ou de contrôle de la CNIL ;
- ✓ Conseils et expertise.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le principe d'adhésion de la Communauté de Communes du Haut Vallespir au service mutualisé de protection des données mis en œuvre par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriales des Pyrénées-Orientales ;
- **APPROUVE** le projet de convention à intervenir avec le Centre de Gestion des Pyrénées-Orientales, annexé ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier et notamment ladite convention.

4.5 Service National Universel (SNU) – Embauche et rémunération de vacataires issus des trois versants de la Fonction Publique (Délibération n°71-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président indique que par la délibération n°14/2024 en date du 20 mars 2024, le Conseil Communautaire a délibéré pour créer dans la catégorie des emplois non permanents vingt (20) postes pour pouvoir recruter les encadrants du SNU dans le cadre de contrats d'accroissement temporaires ou saisonniers d'activité ou de contrats d'engagement éducatif.

Or, il s'avère que l'ordonnance n° 2021-1159 du 8 septembre 2021 prévoit que des agents publics (fonctionnaires et contractuels) peuvent bénéficier, sous réserve des nécessités de service, d'un congé avec traitement (au plus de 60 jours) afin d'exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du Service National Universel.

Dans le cadre de ce congé, les agents publics concernés peuvent donc réaliser des vacations afin d'encadrer des séjours SNU.

Par ailleurs, le décret n° 2022-343 du 10 mars 2022 institue pour les agents de l'Etat, fonctionnaires ou contractuels encadrant un séjour SNU, une indemnité journalière. Les montants journaliers sont définis par l'arrêté ministériel du 10 mars 2022 (NOR : MENH2202495A) en fonction de la nature du poste d'encadrement.

Enfin, l'instruction du 09 janvier 2025 relative à la mise en œuvre opérationnelle des séjours de cohésion du SNU en 2025, prévoit (en page 12) que les agents publics de l'Etat bénéficieront, en fonction des missions d'encadrement réalisées lors du séjour SNU, d'une indemnité totale calculée sur la base des montants journaliers définis dans l'arrêté susvisé pour une durée de 12 jours, à savoir :

Missions d'encadrement	Montant brut de l'indemnité
Chef de Centre	936 €
Adjoint au chef de centre	816 €
Cadre spécialisé	696 €
Cadre de compagnie	696 €
Tuteur de maisonnée	576 €

Aussi considérant, lors des prochains séjours SNU,

- ✓ Qu'un certain nombre d'encadrants pourraient être issus des trois versants de la Fonction Publique et avoir le statut d'agent public, fonctionnaire ou contractuel ;
- ✓ Que ces agents réaliseront alors des vacations au sein de la Communauté des Communes du Haut Vallespir pour mener à bien les missions d'encadrement desdits séjours,

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **AUTORISE** en sus des possibilités de recrutement par contrat d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ou encore par contrat d'engagement éducatif, le recrutement de vacataires issus des trois versants de la Fonction Publique pour encadrer les séjours SNU dans le cadre des postes créés par la délibération n°14/2024 ;
- **APPROUVE** la rémunération de ces agents vacataires sur la base de l'indemnité prévue par le décret et l'arrêté du 10 mars 2022 ainsi que l'instruction du 09 janvier 2025 relative à la mise en œuvre opérationnelle des séjours SNU en 2025, modulée en fonction des missions d'encadrement exercées lors du séjour SNU ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

4.6 Service National Universel (SNU) – Remboursement de frais de déplacement exposés par les personnes bénévoles (Délibération n°72-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président indique que lors de séjours SNU, des ateliers ou des activités peuvent être animés par des personnes bénévoles.

De ce fait, ces personnes peuvent être amenées à exposer des frais de déplacement (repas, transports et hébergement) pour se rendre sur le lieu du stage SNU ou en cours de stage SNU.

Monsieur le Président propose donc au Conseil Communautaire d'autoriser le remboursement au réel, sur présentation de justificatifs, des frais de déplacement (repas, transports et hébergement) exposés par ces personnes bénévoles.

Monsieur Yves BENASSIS indiqua que le SNU ambitionnait d'intégrer de l'intergénérationnel afin de créer du lien entre les jeunes générations et nos aînés.

Monsieur le Président répondit que le SNU tel qu'il était organisé cesserait d'exister à l'été 2025. Le gouvernement travaillant, actuellement, à l'élaboration d'un nouveau dispositif destiné à remplacer celui – ci.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **AUTORISE** le remboursement au réel, sur présentation de justificatifs, des frais de déplacement (repas, transports et hébergement) exposés par les personnes bénévoles, qui interviennent pour l'animation des stages du Service National Universel, pour se rendre sur le lieu du stage SNU ou en cours de stage SNU ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

5/ SERVICE ENFANCE JEUNESSE :

5.1 Tarification des séjours proposés pour la saison estivale 2025 (Délibération n°73-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Durant la saison estivale, soit du lundi 7 juillet au vendredi 22 août 2025, le service Enfance Jeunesse Intercommunal propose cinq séjours pour les enfants de 3 à 17 ans.

La Convention d'objectifs et de financement renouvelée pour la période de 2022 à 2026 entre la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées – Orientales (C.A.F) et la Communauté de Communes du Haut Vallespir, engage le gestionnaire à proposer une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen d'une tarification modulée en fonction des ressources à travers le quotient familial, excepté pour les enfants qui résident dans un autre département ou enfants placés par l'Aide Sociale à l'Enfance (A.S.E). Cette convention oblige également le gestionnaire à mettre en place différents types de séjours.

Ainsi, il est soumis à l'approbation du Conseil Communautaire les tarifications suivantes :

❖ SEJOUR MATERNEL : « Séjour découverte du cirque et de Saint Laurent de Cerdans » :

- Du mercredi 16 au vendredi 18 juillet 2025 au camping Verte Rive à Saint Laurent de Cerdans, ouvert à 18 enfants.
- Séjour ayant pour objectifs de permettre aux enfants de maternelle d'avoir une première nuit sous tente, de contribuer à l'autonomie de l'enfant et de découvrir de nouvelles activités et lieux. Au programme : camping, initiation aux disciplines du cirque, balades.

ENFANTS RESIDANT DANS LE DEPARTEMENT

Quotient familial	Tarif camping maternel juillet 2025
De 0 à 350 €	69 €
De 351 à 550 €	72 €
De 551 à 690 €	75 €
De 691 à 800 €	78 €
De 801 à 1000 €	81 €
Supérieur à 1000 €	83 €

ENFANTS RESIDANT HORS DEPARTEMENT

Séjour camping maternel juillet 2025 à Saint Laurent de Cerdans pour les enfants résidant hors département.	
Tarif unique	83 €

ENFANTS SOUS LA PROTECTION DE L'A.S. E

Séjour camping maternel juillet 2025 à Saint Laurent de Cerdans pour les enfants sous la protection de l'A.S. E	
Tarif unique	78 €

❖ SEJOUR PRIMAIRE JUILLET : « Découverte du Lauragais et de son patrimoine » :

- Du lundi 21 au vendredi 25 juillet 2025 à Millau, ouvert à 23 enfants.
- Séjour sous tente sur la découverte du patrimoine du Lauragais avec la découverte du lac de Thésauque, du moulin de Nailloux, du parc Animaparc.

ENFANTS RESIDANT DANS LE DEPARTEMENT

Quotient familial	Tarif séjour dans le Lauragais 2025
De 0 à 350 €	225 €
De 351 à 550 €	230 €
De 551 à 690 €	235 €
De 691 à 800 €	240 €
De 801 à 1000 €	245 €
Supérieur à 1000 €	250 €

ENFANTS RESIDANT HORS DEPARTEMENT

Séjour 2025 dans le Lauragais pour les enfants résidant hors département	
Tarif unique	250 €

ENFANTS SOUS LA PROTECTION DE L'A.S.E.

Séjour 2025 dans le Lauragais pour les enfants sous la protection de l'A.S.E.	
Tarif unique	240 €

❖ SEJOUR PRIMAIRE AOÛT : « Koh-Lanta »

- Du lundi 4 au mercredi 6 août 2025, au camping Saint Martin à Céret, ouvert à 24 enfants.
- Séjour de deux nuits organisé à la demande des enfants, qui ne partent pas souvent, voire jamais en camping et qui souhaitent pouvoir partir sous tente entre amis sans être très loin de leur lieu de vie.

ENFANTS RESIDANT DANS LE DEPARTEMENT

Quotient familial	Séjour primaire Koh-Lanta août 2025
De 0 à 350 €	63 €
De 351 à 550 €	66 €
De 551 à 690 €	69 €
De 691 à 800 €	72 €
De 801 à 1000 €	75 €
Supérieur à 1000 €	78 €

ENFANTS RESIDANT HORS DEPARTEMENT

Séjour primaire Koh-Lanta août 2025 à Céret pour les enfants résidant hors département	
Tarif unique	78 €

ENFANTS SOUS LA PROTECTION DE L'A.S. E

Séjour primaire Koh-Lanta août 2025 à Céret pour les enfants sous la protection de l'A.S.E.	
Tarif unique	72 €

❖ SEJOUR ADOLESCENT JUILLET : « A la découverte du Conflent-Capcir » :

- Du mercredi 9 au vendredi 11 juillet 2025 en camping à Targassonne, ouvert à 15 adolescents.
- Séjour de 3 jours et 2 nuits en camping afin de permettre aux adolescents du territoire de découvrir une partie de notre département à travers différentes activités telles que la visite des grottes des grandes Canalettes, les bains de Saint Thomas, le lac de Matemale, le parc animalier des Angles.

ENFANTS RESIDANT DANS LE DEPARTEMENT

Quotient familial	Tarif séjour Conflent-Capcir 2025
De 0 à 350 €	140 €
De 351 à 550 €	145 €
De 551 à 690 €	150 €
De 691 à 800 €	155 €
De 801 à 1000 €	160 €
Supérieur à 1000 €	165 €

ENFANTS RESIDANT HORS DEPARTEMENT

Séjour Conflent-Capcir 2025 pour les enfants résidant hors département.	
Tarif unique	165 €

ENFANTS SOUS LA PROTECTION DE L'A.S.E.

Séjour Conflent-Capcir 2025 pour les enfants sous la protection de l'A.S.E.	
Tarif unique	155 €

❖ SEJOUR ADOLESCENT JUILLET-AOÛT 2025 : « De la campagne à la ville : découverte de la cité Phocéenne » :

- Du lundi 28 juillet au vendredi 1^{er} août 2025, à Saint Mitre les Remparts, ouvert à 23 adolescents.
 Pour l'année 2025, le projet pédagogique de l'accueil de loisirs adolescent s'oriente particulièrement sur l'ouverture culturelle et la découverte à l'extérieur du territoire et nouveaux domaines.
 Les adolescents ont pu ainsi partir à la découverte de métiers notamment avec une visite dans les locaux de la radio « Ici Roussillon », celui de Policier Municipal avec une matinée durant les vacances de printemps avec la Police Municipale d'Amélie-les-Bains-Palalda, découverte également du monde de la robotique et du codage informatique sur les vacances de printemps.
 Dans la poursuite de ces objectifs, cet été est proposé un séjour permettant de découvrir une grande ville en l'occurrence, Marseille, à travers différentes activités culturelles et patrimoniales : excursion en bateau dans les Calanques et château d'If, visite du musée de l'illusion, visite de la grotte Cosquer, visite du Vélodrome, visite de Marseille en petit train.

ENFANTS RESIDANT DANS LE DEPARTEMENT

Quotient familial	Tarif séjour cité Phocéenne 2025
De 0 à 350 €	291 €
De 351 à 550 €	294 €
De 551 à 690 €	297 €
De 691 à 800 €	300 €
De 801 à 1000 €	303 €
Supérieur à 1000 €	306 €

ENFANTS RESIDANT HORS DEPARTEMENT

Séjour cité Phocéenne 2025 pour les enfants résidant hors département	
Tarif unique	306 €

ENFANTS SOUS LA PROTECTION DE L'A.S.E.

Séjour cité Phocéenne 2025 pour les enfants sous la protection de l'A.S.E.	
Tarif unique	300 €

Monsieur Richard COLL questionna Monsieur le Président afin de connaître les raisons du tarif appliqué pour les enfants bénéficiant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

Monsieur Claude FERRER indiqua que ce tarif différencié trouve son origine dans le fait que pour ces enfants le coût du séjour est supporté intégralement par le Département des Pyrénées – Orientales.

Il a également précisé que pour les séjours, il était demandé aux parents ou représentants légaux de payer en avance.

De plus, il s'est félicité des retours obtenus suite aux courriers de relance pour les impayés des cantines et du périscolaire.

Un travail sur les factures impayées du service Eau et Assainissement va être mis en œuvre prochainement. Ces impayés représentent près de 90 000 euros.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **VALIDE** les tarifs des séjours proposés par le service Enfance Jeunesse de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, pour la saison estivale 2025 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tout acte y afférent.

5.2 Modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs maternel et élémentaire sur le temps périscolaire (Délibération n°74-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Par délibération n° 94/2024 en date du 13 juin 2024, le règlement de fonctionnement de l'accueil de loisirs périscolaire a été modifié en raison de la mise en place d'un portail famille.

Aujourd'hui, au regard des modifications concernant les moyens d'encaissement des régies de recettes il est envisagé de modifier à nouveau le règlement intérieur et notamment l'article VI, rubrique tarifications et modalités de règlement.

L'article VI du règlement de fonctionnement serait modifié comme suit :

- VI-Tarifications et modalités de règlement :

Concernant le règlement des factures du temps périscolaire, soit le matin et/ou soir en période scolaire, différentes modalités de facturation et de règlements existent selon les sites.

Pour Prats-de-Mollo-La Preste et Saint Laurent de Cerdans, la facture est établie à la fin de chaque mois.

Trois modes de paiement des redevances sont acceptés :

- Paiement en espèces ;
- Paiement par chèque libellé à l'ordre de la Régie Service Jeunesse ;
- **Paiement par virement :**
- Sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse AAP pour les maternels et élémentaires qui fréquentent le sites Prats-de-Mollo- La Preste,

- Sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse Saint Laurent de Cerdans pour les maternels et élémentaires qui fréquentent le site de Saint Laurent de Cerdans.

Pour Arles sur Tech et Amélie-les Bains-Palalda le règlement se fait au trimestre, après réception d'un titre à régler directement auprès du Trésor Public.

Concernant le règlement de l'accueil de loisirs du mercredi, lors des périodes scolaires, le règlement doit se faire lors de la période d'inscription avant la date d'échéance fixée et avant le premier jour de présence de l'enfant au sein de la structure.

Quatre modes de paiement des redevances sont acceptés :

- Paiement en espèces ;
- Paiement par chèque libellé à l'ordre de la Régie Service Jeunesse ;
- Paiement par carte bancaire,
- Paiement par virement :
 - Sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse AAP pour les maternels et élémentaires qui fréquentent les sites d'Amélie-les Bains-Palalda, Arles sur Tech et Prats-de- Mollo- La Preste,
 - Sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse Saint Laurent de Cerdans pour les maternels et élémentaires qui fréquentent le site de Saint Laurent de Cerdans.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 29 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le règlement de fonctionnement de l'accueil de loisirs maternel et élémentaire sur le temps périscolaire de la Communauté de Communes du Haut-Vallespir ainsi modifié ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents liés à ce dossier.

5.3 Modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs maternel et élémentaire sur le temps extrascolaire (Délibération n°75-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Par délibération n° 95/2024 en date du 13 juin 2024, le règlement de fonctionnement de l'accueil de loisirs extrascolaire a été modifié en raison de la mise en place d'un portail famille.

Aujourd'hui, au regard des modifications concernant les moyens d'encaissement des régies de recettes il est envisagé de modifier à nouveau le règlement intérieur et notamment l'article III, rubrique inscription et paiement.

L'article III du règlement de fonctionnement serait modifié comme suit :

- **III-Inscription et règlement :**

Cinq modes de paiement des redevances sont acceptés :

- Paiement en espèces ;
- Paiement par chèque libellé à l'ordre de la Régie Service Jeunesse ;
- Paiement par chèque A.N.C.V;
- Paiement par carte bancaire ;
- Paiement par virement :
 - Sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse AAP pour les maternels et élémentaires qui fréquentent les sites d'Amélie-les Bains-Palalda, Arles sur Tech et Prats-de Mollo- La Preste,
 - Sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse Saint Laurent de Cerdans pour les maternels et élémentaires qui fréquentent le site de Saint Laurent de Cerdans.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 29 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le règlement de fonctionnement de l'accueil de loisirs maternel et élémentaire sur le temps extrascolaire de la Communauté de Communes du Haut-Vallespir ainsi modifié ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents liés à ce dossier.

5.4 Modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs adolescent (Délibération n°76-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Par délibération n° 96/2024 en date du 13 juin 2024, le règlement de fonctionnement de l'accueil de loisirs adolescent a été modifié en raison de la mise en place d'un portail famille.

Aujourd'hui, au regard des modifications concernant les moyens d'encaissement des régies de recettes il est envisagé de modifier à nouveau le règlement intérieur et notamment l'article IV, rubrique tarifications, modalités de règlement.

L'article IV du règlement de fonctionnement serait modifié comme suit :

- **IV-Tarifications et modalités de règlement :**

Cinq modes de paiement des redevances sont acceptés :

- Paiement en espèces ;
- Paiement par chèque libellé à l'ordre de la Régie Service Jeunesse ;
- Paiement par chèque A.N.C.V ;
- Paiement par carte bancaire ;
- Paiement par virement sur le compte de la Régie Recettes Service Enfance Jeunesse AAP.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 29 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le règlement de fonctionnement de l'accueil de loisirs adolescent de la Communauté de Communes du Haut-Vallespir ainsi modifié ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents liés à ce dossier.

6/ ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE :

Tarification de la location d'instruments de musique aux élèves (Délibération n°77-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Monsieur le Président rappelle que l'école de musique intercommunale a investi depuis octobre 2020 dans un fond instrumental afin de pouvoir mettre à disposition des élèves des instruments en location.

L'école de musique a ainsi d'ores et déjà acheté un saxophone, deux trombones et un ensemble d'instruments catalans (deux tiblets, deux tibles, deux ténorinets et trois flaviols avec tambourins) pour le prêt aux familles. Il est prévu de compléter ce fonds par l'achat d'une guitare d'études, d'un ténoret, d'une ténora et d'une clarinette.

Le 19 novembre 2020, le Conseil Communautaire a par ailleurs adopté des tarifs de location pour certains instruments et approuvé le contrat type à intervenir avec les élèves concernés ou leurs représentants légaux. Monsieur le Président indique également que la location est consentie sous réserve de la souscription par les familles d'une assurance spécifique, préalablement à la mise à disposition.

Aussi, compte tenu des achats d'instruments effectués depuis cette date, il convient de compléter les tarifs de location.

Monsieur le Président propose donc au Conseil Communautaire d'adopter, à compter de l'année scolaire 2025/2026, les tarifs de location suivants :

Instruments d'études	Tarif de location proposé
Saxophone	80 €/an
Clarinette	80 €/an
Guitare	80 €/an
Trombone	80 €/an
Trompette	80 €/an
Tiblet, ténorinet, ténoret, flaviol avec tambourin	80 €/an
Tible	120 €/an
Tenora	150 €/an

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 29 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** les tarifs proposés ci-dessus à intervenir à compter de l'année scolaire 2025/2026.
- **AUTORISE** le Président à signer toute pièce relative à ce dossier.

7/ DEVELOPPEMENT DURABLE :

7.1 Attribution de subventions octroyées aux particuliers pour l'acquisition de Vélos à Assistance Electrique (Délibération n°78-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU les statuts et le recueil de l'intérêt communautaire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2019-72 en date du 04 juillet 2019 relative au programme d'actions du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2020-67 en date du 05 mars 2020 relative à l'adoption du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

CONSIDERANT que la subvention susceptible d'être allouée est fixée à cent (100) euros pour tout achat, par un particulier, d'un vélo à assistance électrique, d'un vélo pliant, d'un cargo et/ou tricycle électrique qui n'utilise pas de batterie au plomb ;

CONSIDERANT que deux (2) dossiers ont été déposés auprès du service instructeur de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et ont été considérés comme conformes au règlement d'attribution ;

CONSIDERANT que le montant des subventions à allouer s'élève à deux-cents (200) euros ;

CONSIDERANT que les crédits suffisants sont inscrits au Budget Primitif 2025 du Budget Principal au compte 65741 « subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et autres organismes de droit privé – 65741 ménages » ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** l'attribution des subventions octroyées aux particuliers pour l'acquisition d'un vélo à assistance électrique telles que présentées comme suit ;

NOM - Prénom	Date de dépôt du dossier	Subvention à allouer (en euros)
SPERONI Audrey	27/03/25	100
SPERONI Bruno	27/03/25	100

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

7.2 Attribution de subventions octroyées aux particuliers pour l'acquisition de récupérateurs d'eau pluviale (Délibération n°79-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2019/72 en date du 04 juillet 2019 relative au programme d'actions du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2020/67 en date du 05 mars 2020 relative à l'adoption du Plan Climat Air Energie territorial (PCAET) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°114/2023 en date du 06 juillet 2023 relative à l'instauration d'une subvention pour l'acquisition de récupérateurs d'eau pluviale ;

CONSIDERANT que la subvention susceptible d'être allouée est fixée à cinquante (50) % du montant Toutes Taxes Comprises (TTC) et plafonnée à cent (100) euros pour tout achat, par un particulier, d'un récupérateur d'eau pluviale ;

CONSIDERANT que cinq (5) dossiers ont été déposés auprès du service instructeur de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et considérés comme conformes au règlement d'attribution ;

CONSIDERANT que le montant des subventions à allouer s'élève à trois-cent-cinquante-quatre euros et cinquante centimes (354,50) ;

CONSIDERANT que les crédits suffisants sont inscrits au Budget Primitif 2025 du Budget Principal au compte 65741 « subventions d'équipement aux personnes de droit privé » ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** l'attribution des subventions octroyées aux particuliers pour l'acquisition de récupérateurs d'eau pluviale, telles que présentées comme suit :

NOM - Prénom	Date de dépôt du dossier	Subvention à allouer (en euros)
ARBONNIER Gérald	20/01/25	69,50
GONZALEZ Antoine	11/03/25	100
RAMOS Ana Paula	22/04/25	35
BOSCH Christiane	22/04/25	100
CHATELET Nicolas	12/05/25	50

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

7.3 Attribution de subventions aux particuliers dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) Renforcé (Délibération n°80-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1 / R. 327-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;

VU le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;

VU la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au Programme d'Intérêt Général, en date du 8 novembre 2002 ;

VU la délibération n°01/2025 du Conseil Communautaire en date du 30 janvier 2025 relative à la convention de partenariat entre l'Etat, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), le Département des Pyrénées-Orientales et les Communautés de Communes du Vallespir, des Aspres et du Haut Vallespir dans le cadre du Projet d'Intérêt Général (PIG) « MIEUX SE LOGER 66 »,

CONSIDERANT que dix-sept (17) dossiers ont été déposés auprès du service instructeur de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et ont été considérés comme conformes au règlement d'attribution ;

CONSIDERANT que le montant des subventions à allouer s'élève à dix-sept-mille-cent euros (17 100) ;

CONSIDERANT que les crédits suffisants sont inscrits au Budget Primitif 2025 du Budget Principal au compte 20422 « subventions d'équipement aux personnes de droit privé (bâtiments et installations) – 20422 » ;

Monsieur Michel ANRIGO précisa que près de 77% des dossiers examinés concernaient l'adaptation du logement contre la perte d'autonomie. Dans ce cadre, les travaux touchaient principalement l'aménagement de la salle d'eau et les lieux d'aisance.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** l'attribution des subventions octroyées aux particuliers dans le cadre du PIG Renforcé telles que présentées comme suit ;

NOM - Prénom	Subventions à allouer (en euros)
LANDAIS Joëlle	700
AGADJANYAN Vitalie	2000
BERNABEI Philippe	700
DELOS Michel	700
VUILLERMOZ Pauline	700
RESPLANDY Marine	2000
TOKAR Alain	700
MIS Antoine	2000
GRANIER Denise Amélie	700
BOUILLET Claude	700
TEODOROVIC Svetlana	700
MELLINGER Annick	700
LACOMBE Elvira	700
PLUJA Jean	700
TIERCELET Josianne	700
SINIECKI Philippe	2000
MULLER Denise	700

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

7.4 Convention de partenariat entre l'Etat, l'ANAH, le Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales et les Communauté de Communes du Vallespir, des Aspres et du Haut Vallespir dans le cadre du PIG « Mieux se loger 66 » - Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat (Délibération n°81-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération n°CP20230202N_4 du Conseil Départemental des Pyrénées – Orientales approuvant son partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), et la Communauté de Communes du Vallespir pour la mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » 2022-2025 ;

VU la convention n°066 PRO 020 PIG du Département des Pyrénées – Orientales « Mieux se loger 66 » 2022-2025 du 13 mars 2023 ;

VU les avenants 1, 2, 3 et 4 à la convention n°066 PRO 020 PIG du Département des Pyrénées – Orientales « Mieux se loger 66 » 2022-2025 du 13 mars 2023 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2019/72 en date du 04 juillet 2019 relative au programme d'actions du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2020/67 en date du 05 mars 2020 relative à l'adoption du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°01/2025 en date du 30 janvier 2025 relative à la convention de partenariat entre l'Etat, l'ANAH, le Département des Pyrénées – Orientales et les

Communautés de Communes du Vallespir, des Aspres et du Haut Vallespir dans le cadre du Projet d'Intérêt Général (PIG) « Mieux se loger 66 » ;

CONSIDERANT que les objectifs fixés (accompagnement de 360 dossiers) par les parties s'agissant du volet travaux d'adaptation à la perte d'autonomie de la personne dans son logement ont été atteints. Par conséquent, l'aide financière d'un montant forfaitaire de 800 euros prévue dans la convention susvisée et allouée par le Département des Pyrénées-Orientales, ne pourra donc plus être attribuée aux potentiels bénéficiaires en complément des aides de l'ANAH et de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

CONSIDERANT que l'accompagnement financier inhérent à cette typologie de travaux s'avère prépondérant pour le territoire du Haut Vallespir (44% des dossiers réceptionnés en 2024 se rapportaient à cette thématique) ;

CONSIDERANT qu'en complément des financements de l'ANAH, la Communauté de Communes du Haut Vallespir entend maintenir l'aide consentie au titre des travaux pour l'adaptation à la perte d'autonomie de la personne dans son logement mais non plus dans le cadre du PIG « Mieux se loger 66 » mais au titre du dispositif Ma Prim'Adapt en secteur diffus ;

CONSIDERANT qu'en cas d'avis favorable du Conseil Communautaire le règlement applicable pour l'octroi de ces aides sera celui de l'ANAH, et qu'un avis favorable de l'ANAH sera toujours exigé préalablement à l'attribution des aides communautaires ;

CONSIDERANT que les prescriptions de la présente délibération qui ne seraient pas contraires à la délibération du Conseil Communautaire n°01/2025 en date du 30 janvier 2025 ainsi qu'à l'avenant n°4 à la convention n°066 PRO 020 PIG du Département des Pyrénées – Orientales « Mieux se loger 66 » 2022-2025 du 13 mars 2023 précités demeurent inchangées, ce qui concrètement signifie que les aides complémentaires à celles de l'ANAH et du Département seront toujours allouées dans le cadre du PIG « Mieux se Loger 66 » et l'accompagnement correspondant sera toujours assuré par l'opérateur SOLIHA ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** que les objectifs fixés (360 logements) dans la convention n°066 PRO 020 PIG du Département des Pyrénées – Orientales « Mieux se loger 66 » 2022-2025 du 13 mars 2023 signée entre l'ANAH et le Département au titre des travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie ont été atteints ;
- **PREND ACTE** que le Département ne pourra plus financer, en complément de l'ANAH et des autres partenaires, ce type de travaux dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » ;
- **DECIDE** de valider le maintien de la participation financière de la Communauté de Communes du Haut Vallespir en complément de celle de l'ANAH pour cette typologie de travaux en secteur diffus, au titre du dispositif Ma Prim'Adapt en secteur diffus tel que défini et réglementé par l'ANAH ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer toutes pièces ainsi que tous actes ou certificats administratifs y afférents.

8/ COLLECTE-GESTION DES DECHETS :

8.1 Dispositif de remise de composteur partagé dans le cadre du Service Public de gestion des déchets (Délibération n°82-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Selon le Décret n° 2020-1573 du 11 décembre 2020 et le droit européen, à compter du 1^{er} janvier 2024, les collectivités ont l'obligation de mettre en place des solutions pour le tri des biodéchets.

Pour satisfaire à cette obligation, la Communauté de Communes du Haut Vallespir propose gratuitement des composteurs individuels aux particuliers dont le domicile ou la résidence se situe dans une Commune membre de la Communauté de Communes.

Cette solution se limitant aux résidents possédant un jardin individuel, une partie des usagers de la vallée n'a pas accès à une solution pour le tri des biodéchets, bien que la Communauté de Communes du Haut Vallespir propose une participation à l'achat de lombricomposteur.

Force est de constater que cette solution semble ne pas intéresser les usagers qui n'ont pas adhéré à la participation à l'achat d'un lombricomposteur depuis sa mise en place.

Pour répondre plus pleinement à l'obligation de la Communauté de Communes du Haut Vallespir à mettre en place des solutions pour le tri des biodéchets, il convient de déployer l'offre aux organismes publics, à savoir : aux Communes volontaires et aux Etablissements Publics à caractère administratif, sociaux, médico-sociaux et/ou d'enseignements membres situés sur le périmètre de la Communauté de Communes, la mise en place de composteurs partagés.

Ces derniers seront remis à raison d'une unité par Etablissement Public et, pour les Communes, à raison d'une unité par tranche de quatre cents habitants avec un minimum d'une unité pour les Communes de moins de quatre cents habitants.

Les demandes peuvent être renouvelées tous les dix ans.

Monsieur Louis CASEILLES indiqua que l'EHPAD de Saint Laurent de Cerdans serait intéressé afin de disposer d'un tel équipement.

Monsieur Guy METIVIER, quant à lui, souhaiterait revoir les conditions d'entretien du composteur. Il n'est pas tout à fait d'accord que ce soient les Communes qui assurent cette charge. Pour ce dernier, ce principe relève d'une compétence communautaire.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le dispositif de remise de composteur partagé relatif aux dons d'un composteur partagé et d'engagement du bénéficiaire pour les Communes volontaires et les Etablissements Publics à caractère administratif, sociaux, médico-sociaux ou d'enseignements situés sur le périmètre de la Communauté de Communes ;
- **AUTORISE** le Président à signer avec les Etablissements Publics volontaires membres de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, tous documents afférents à ce dossier.

8.2 Convention de partenariat avec la SASU VERREO pour la mise en place d'une filière de collecte de bouchons de vin au sein des déchetteries de la Communauté de Communes du Haut Vallespir (Délibération n°83-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

La SASU VERREO a pour mission d'accélérer la décarbonation des conditionnements du vin. Fondé dans les Pyrénées-Orientales en 2023, VERREO apporte des solutions pour limiter l'impact sur l'environnement de la filière viticole.

Cette société propose la mise en place d'une filière de collecte des bouchons de vin (synthétique et liège) dans les déchetteries d'Arles sur Tech, de Prats-de-Mollo-La Preste et de Saint Laurent de Cerdans, en vue de leur revalorisation. La collecte est assurée gratuitement par la SASU VERREO et n'a pas d'incidence financière pour la Communauté de Communes du Haut Vallespir.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le principe de récupération des bouchons de vin (synthétiques et liège) par la SASU VERREO sur les trois déchetteries de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;
- **VALIDE** les termes de la convention à intervenir entre la Communauté de Communes du Haut Vallespir et la SASU VERREO ;
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention et tous documents afférents à ce dossier pour la mise en place d'une filière de collecte des bouchons de vin en vue de leur revalorisation.

9/ EAU ET ASSAINISSEMENT :

9.1 Tarification de prestation complémentaire : contrôle de raccordement (Délibération n°84-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Depuis le 1^{er} octobre 2017, un certificat de conformité du raccordement au réseau d'assainissement collectif est obligatoire en cas de transaction immobilière.

L'article 5.11 du règlement de service de l'assainissement, approuvé par délibération du Conseil Communautaire n°196/2024 en date du 12 décembre 2024, fait aussi mention de cette obligation.

Ce contrôle a pour but de vérifier la conformité du raccordement dans la partie publique, mais également la bonne évacuation des eaux usées et pluviales en partie privative.

A l'issue de la visite de contrôle, une attestation de conformité est délivrée au demandeur.

A ce jour la régie de l'assainissement ne facturait pas ce service. Vu l'augmentation des transactions immobilières et du caractère particulièrement chronophage des visites de contrôle, la commission de l'Eau et de l'Assainissement en sa session du 06 mai 2025 a préconisé de facturer cette prestation au montant de 150 euros TTC.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** la rémunération de la visite de contrôle de raccordement ;
- **FIXE** le tarif du contrôle de raccordement à 150 euros TTC ;
- **AUTORISE** le Président à signer toutes pièces relatives à cette décision.

Procès-verbal Conseil Communautaire du 22/05/2025 à 18h30 – Salle des fêtes de Coustouges

9.2 Equivalents Temps Plein pour l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement (Délibération n°85-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

Suite au transfert de compétences Eau et Assainissement, la Communauté de Communes du Haut Vallespir a confié, par convention, l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement aux Communes.

Dans cette dernière sont identifiés les tâches exécutées par les services communaux ainsi que les Equivalents Temps Plein (ETP) nécessaires à l'exécution des missions.

VU les dispositions relatives au transfert de compétences Eau et Assainissement, inscrites dans la loi NOTRe du 07 août 2015 ;

VU la délibération n°2023/153 du 17 octobre 2023 fixant le temps agent pour l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement ;

CONSIDERANT que l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement nécessite de plus en plus de compétences et de savoirs faire spécifiques ;

CONSIDERANT le renforcement des effectifs des services de l'Eau et de l'Assainissement à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

CONSIDERANT que l'état des canalisations et la raréfaction de la ressource en eau imposent de revoir l'organisation qui prévaut actuellement en matière d'entretien et de maintenance des réseaux d'eau et d'assainissement.

Pour ces motifs, au cours de la réunion de la commission de l'Eau et de l'Assainissement du 06 mai 2025, il a été préconisé que les Communes n'interviennent plus, à compter du 1^{er} janvier 2026, dans l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement et par conséquent de ramener à zéro Equivalent Temps Plein la quotité de temps des agents communaux mobilisés.

Monsieur Louis CASEILLES souhaiterait que la Communauté de Communes du Haut Vallespir dispose de deux techniciens supplémentaires aux fins de pouvoir assurer de manière optimale les missions qui lui échoient.

Monsieur Claude FERRER précisa qu'au moment du transfert des compétences Eau et Assainissement, les Budgets Annexes ne comprenaient qu'un seul agent. Progressivement, il a été procédé à la structuration des services. Désormais, ceux – ci comprennent trois agents pour l'administratif et trois agents pour les interventions techniques. Ces derniers passeront à quatre au 1^{er} janvier 2026.

De ce fait, les interventions jusqu'à présent dévolues aux Communes devraient être réduites et limitées à certaines actions (relève des compteurs, coupure de vannes en cas de fuite...).

A ce sujet, Madame Martine PADROSA a tenu à rappeler que le coût d'indemnisation du temps agent (22 euros/ heure) ne s'avérerait pas avantageux pour les Communes, notamment pour celles disposant d'agents positionnés sur le cadre d'emploi des agents de maîtrise.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir souligna qu'il conviendrait d'accélérer le processus de lissage des prix de l'Eau et de l'Assainissement.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** la fin de l'intervention des agents des Communes dans l'exploitation courante des services de l'Eau et de l'Assainissement à compter du 01 janvier 2026 ;
- **AUTORISE** le Président à signer toutes pièces relatives à cette décision.

10/ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

Consolidons l'Europe par ses Territoires – Préservons pour nos collectivités territoriales la politique européenne de cohésion (Délibération n°86-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le courrier du Président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, en date du 03 avril 2025 ;

CONSIDERANT les objectifs de cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne inscrits à l'article 174 des Traités européens ;

CONSIDERANT le rôle central de la politique européenne de cohésion, depuis 1986, dans la réduction des disparités territoriales en Europe, indispensable à la réalisation du marché intérieur et à la mise en place d'un espace public européen, notamment dans le cadre des coopérations transfrontalières et territoriales ;

CONSIDERANT la contribution des fonds structurels européens pour maintenir un lien substantiel et mesurable entre l'Europe, ses territoires et ses citoyens, en associant les collectivités territoriales à leur mise en œuvre et en cofinçant leurs projets et leurs initiatives ;

CONSIDERANT le rôle par conséquent essentiel de la politique de cohésion dans la consolidation de l'Union européenne, à l'heure où celle-ci, plus que jamais, a besoin d'être renforcée pour relever les défis existentiels auxquels elle doit faire face.

CONSIDERANT les premières propositions de la Commission européenne sur le futur cadre financier pluriannuel post 2027, et sur l'avenir de la politique de cohésion, qui préconisent l'adoption d'un plan national unique par Etat, et conditionnent les investissements à l'avancée des réformes engagées pour se conformer aux objectifs de convergence économique et sociale ;

CONSIDERANT les annonces de la Présidente de la Commission européenne, appelant à une réaffectation des enveloppes de la programmation 2021-2027 de la politique de cohésion vers les priorités liées à la défense, la compétitivité économique, la sécurité et la migration, et ceci dès la révision à mi-parcours des programmes en 2025.

CONSIDERANT le rôle des collectivités territoriales, de tous niveaux et dans l'ensemble des territoires, pour concrétiser les engagements européens issus du Pacte Vert et du Socle européen des droits sociaux, dans le cadre de leurs actions et de leurs investissements en matière de transition énergétique et numérique, d'inclusion sociale, de développement économique, d'adaptation et de résilience des territoires ;

CONSIDERANT la contribution des services publics locaux et régionaux pour relever les nouveaux défis européens, tels que l'accès au logement ou les changements démographiques, et leur capacité à préserver et développer un écosystème territorial, par exemple en matière de santé, d'éducation, de culture, indispensable à la réindustrialisation de l'Europe et à la cohésion de celle-ci.

CONSIDERANT la difficulté à combiner des objectifs nationaux de convergence économique et sociale, ainsi que le propose la Commission européenne, et les principes d'approche territoriale et de partenariat avec les collectivités territoriales, sur lesquelles est basée la politique de cohésion et qui conditionnent son efficacité ;

CONSIDERANT les conséquences d'une recentralisation de la gestion des fonds de l'Union Européenne, conduisant, à l'image du plan de relance européen et du fonds social pour le climat, à refinancer prioritairement les politiques et les investissements de l'Etat, au détriment des projets des collectivités territoriales.

CONSIDERANT dès lors que les propositions de la Commission européenne remettent en cause les objectifs, le mode opératoire et les bénéficiaires de la politique de cohésion.

Monsieur Louis CASEILLES, tout en constatant le bien-fondé de cette délibération, a tenu à souligner que le contexte géopolitique actuel milite pour que l'Union Européenne se dote d'une véritable politique de défense.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, appelle les institutions européennes et le gouvernement français :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **A SANCTUARISER le modèle de développement social et territorial** incarné par les interventions des fonds structurels européens, y compris dans le cadre de la révision à mi-parcours des programmes en 2025 ;
- **A PRESERVER un budget adéquat pour la politique de cohésion post 2027**, en maintenant la part actuelle de ses dotations dans la structure du futur budget européen et un montant, en termes réels, équivalent à celui de 2021-2027 ;
- **A CONSERVER les priorités stratégiques et territoriales des principaux instruments financiers de la politique de cohésion**, notamment le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), et le Fonds Social Européen (FSE+), ainsi que de la politique de développement rural et de la pêche ;
- **A CONSERVER, en France, un mode de gestion décentralisée et territorialisée des programmes européens**, le seul à pouvoir garantir une adéquation entre les priorités européennes et les besoins de l'ensemble des territoires, urbains, ruraux et ultra marins ;
- **A LEVER les freins administratifs et réglementaires** qui, en dépit des mesures de simplification introduites dans la programmation 2021-2027, perdurent et pèsent lourdement sur les porteurs de projet ;
- **A METTRE EN PLACE un système de gestion et de contrôle des fonds européens basé sur la confiance** envers les actions et les projets des collectivités territoriales ;
- **A ACTIVER, dès à présent, les instances de concertation** entre la Commission européenne, l'Etat et les réseaux de collectivités territoriales permettant d'associer les élus locaux et régionaux à l'élaboration de la position française sur l'avenir de la politique de cohésion.

11/ PARTENAIRES EXTERIEURS :

11.1 Rapport d'activités 2024 du Service Public d'Assainissement Non Collectif des Pyrénées-Orientales (SPANC66) (Délibération n°87-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le rapport d'activités 2024 du Service Public d'Assainissement Non Collectif des Pyrénées-Orientales (SPANC66) ;

Il revient à l'assemblée délibérante de prendre acte de ce dernier.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** du rapport d'activités 2024 du Service Public d'Assainissement Non Collectif des Pyrénées-Orientales (SPANC66).

11.2 Rapport d'activités 2024 de l'Union Départementale Scolaire et d'Intérêt Social (UDSIS) (Délibération n°88-2025) :

Rapporteur Monsieur le Président Claude FERRER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le rapport d'activités 2024 de l'Union Départementale Scolaire et d'Intérêt Social (UDSIS) ;

Il revient à l'assemblée délibérante de prendre acte de ce dernier.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** du rapport d'activités 2024 de l'Union Départementale Scolaire et d'Intérêt Social (UDSIS).

12/ QUESTIONS DIVERSES :

❖ Déploiement de la fibre :

Suite à la réunion du comité départemental de concertation et de suivi sur l'accès aux réseaux de communications électroniques fixes et mobiles qui s'est tenu en Préfecture le 21 mai 2025, Monsieur Frédéric DEPERROIS informa l'assemblée que la fin du déploiement de la fibre interviendrait pour 2026.

La problématique de l'élagage des arbres sur le trajet aérien de la fibre a été soulevée. Monsieur Daniel BAUX précisa qu'à sa demande, le Département a enterré la fibre sur le territoire de la Commune de La Bastide. Ce dernier rajouta qu'il appartient au groupe ORANGE de procéder à l'élagage des arbres et non aux Communes.

Monsieur Frédéric DEPERROIS a également abordé le problème des zones blanches et que plusieurs projets étaient en cours pour résorber ces dernières, en particulier par SFR.

❖ **Gorges de la Fou :**

Lors d'une réunion avec le Bureau d'Etudes AUREAM, chargé de la rédaction des cahiers des charges pour les études relatives à l'avenir des gorges de la Fou, les élus des trois Communes concernées (Arles sur Tech, Montferrer et Corsavy) ont acté qu'une réouverture de la promenade dans les gorges telle qu'elle prévalait jusqu'en octobre 2018 ne serait plus envisageable au regard des éboulements qui ont eu lieu depuis.

L'étude touristique portera sur les nouvelles activités à développer sur le site.

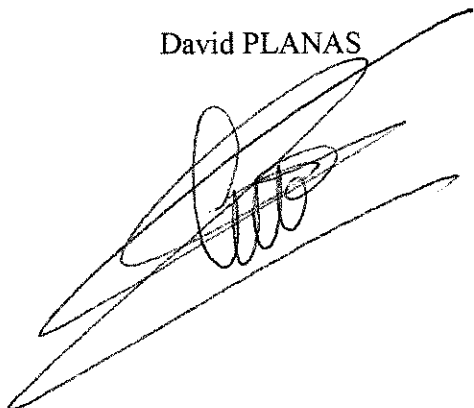
Monsieur le Président souhaiterait obtenir l'accord des élus communautaire pour acter cette orientation et également pour l'autoriser à solliciter la Banque des Territoires pour le financement de l'étude touristique.

L'ordre du jour étant épuisé, Claude FERRER, Président, lève la séance à 20h25.

Le secrétaire de séance

Le Président

David PLANAS



Claude FERRER

